

JACQUES PIETTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - SCRUTIN DU 18 NOVEMBRE 1962

RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPUBLICAIN



PAUL FLANDIN

CHÈRE ÉLECTRICE, CHER ÉLECTEUR,

POUR la première fois dans l'arrondissement d'Avallon-Tonnerre-Saint-Florentin, la campagne pour les élections législatives s'ouvre sous le signe de la clarté et de la simplicité. Dans la plupart des autres circonscriptions, la confusion antérieure persiste, et la multiplicité des candidatures se maintient ou s'aggrave. Vous êtes, vous, devant un choix sans équivoque. *Ceci est dû aux hommes qui ont compris que, dans les circonstances difficiles que traverse le pays, il fallait abandonner préventions et préjugés, oublier les ressentiments personnels pour ne s'attacher qu'à ce qui peut unir, en oubliant ce qui divisait naguère.*

• LES UNS

AINSI vous trouvez-vous devant un choix simple : il y a, d'une part, le candidat qui représente l'ordre routinier, qui se satisfait du maintien des formes anciennes, voire archaïques de notre vie économique et sociale, et dont la vocation semble d'assurer la pérennité de son mandat, plutôt que d'assumer sa tâche nationale de législateur. Il appartient à la catégorie de ceux qu'on appelle communément les réactionnaires.

• LES AUTRES

DE l'autre côté, il y a le candidat communiste. Nous ne contestons pas sa sincérité ni celle de ses amis, et il leur arrive, en certaines circonstances, de mener une action parallèle à celle des autres démocrates. Mais les régimes en vigueur dans les démocraties populaires sont des exemples qui nous paraissent difficilement conciliables avec les principes de la démocratie telle que nous la concevons.

• ET NOUS

ENTRE ces deux extrêmes, nous vous proposons un regroupement d'hommes épris de promotion sociale, de transformation économique, attentifs à l'évolution des techniques, en un mot soucieux de progrès. Nous croyons à la République ; nous la voulons modernisée, humaine, fraternelle. Nous croyons à la liberté ; nous la voulons pour tous, c'est-à-dire que l'État doit offrir le moyen de défendre leurs chances aux plus déshérités, et non pas seulement à ceux que la fortune ou la naissance a favorisés.

• NOTRE UNITÉ

NOUS voulons préparer ce rassemblement de la Gauche Républicaine qu'on appelle ici travaillisme, ailleurs démocratie sociale, parce que c'est un mouvement inéluctable de notre temps. Qui ne comprend aujourd'hui la nécessité, en respectant nos divergences personnelles, naturelles et légitimes, de les dépasser au bénéfice d'une œuvre commune, pour la réalisation d'un avenir à la mesure d'une jeunesse sans cesse plus nombreuse qui serait en droit de nous demander, parvenue à l'âge d'homme, ce que nous aurions fait pour elle au milieu des jeux dérisoires de nos rivalités personnelles et de nos antagonismes sociaux ?

Parce que nous sommes des hommes libres, nous ne renonçons ni l'un ni l'autre à notre passé, à nos croyances et à nos amitiés. Nous pensons profondément que notre association d'aujourd'hui a valeur d'exemple, qu'elle doit inciter tous ceux qu'inspire un même amour de la République, une même volonté de liberté, une même croyance dans la suprématie technique dans le siècle où nous sommes, à se retrouver non pas pour des batailles illusoires de clocher, mais pour des conquêtes positives et une construction nouvelle de la société moderne que nous sommes fiers de vouloir et heureux d'entreprendre.

L'un d'entre nous est socialiste, l'autre se déclare toujours du centre gauche. Nous mettons en commun l'essentiel : notre volonté de construire une République moderne, une démocratie vivante, et le désir de servir nos concitoyens, que nos divisions antérieures pouvaient laisser indifférents ou sceptiques.

Voilà ce que nous sommes, entre la réaction et le communisme.

Et voici ce que nous vous proposons :

• NOTRE BUT

DANS l'Avallonnais et le Tonnerrois, régions d'aspect divers, tant par leur structure sociale que par leurs moyens économiques, tout commande **une prise de conscience nouvelle** qui doit conduire vers un destin plus heureux. On a pu dire qu'entre l'agriculture d'Henri IV et celle de 1920, il n'y avait pas de différence, et cela était vrai. Désormais, la mécanisation, les techniques nouvelles propres à l'agriculture comme à l'industrie doivent nous permettre, si nous le voulons, une action bénéfique pour l'ensemble de notre région.

Cela suppose une action collective déjà partiellement entreprise et qu'il faut pousser à son terme. Que ce soit dans l'ordre de **la recherche scientifique** pure, dans le domaine de la science appliquée ou dans la vie quotidienne, l'Histoire condamne l'homme seul, et les œuvres prospères sont celles que réalise un effort collectif. Nous croyons à **la vulgarisation de la technique,** à **la formation civique,** à **l'action professionnelle** et à la revendication collective quand elle échappe à la démagogie.

Cependant, le représentant de la circonscription n'est pas seulement un animateur, un conseiller ; il est, à l'image des mandataires publics de la commune et du canton, **le représentant de la volonté populaire autant que l'ingénieur de la technique administrative.**

C'est pourquoi, à l'échelon national, indépendamment des réalisations indispensables au **renouveau de notre arrondissement,** nous nous proposons de défendre le programme commun que quatre grandes formations démocratiques ont élaboré et adopté. Il a été rendu public ; le reproduire ici allongerait inutilement notre propos.

Le fait que des hommes aussi différents que Bertrand Motte, Président des Indépendants et Paysans, Maurice-René Simonnet, Secrétaire général du M. R. P., Maurice Faure, Président du Parti Radical-Socialiste et Guy Mollet, Secrétaire général de la S. F. I. O., se soient mis d'accord sur une « plate-forme » simple, compréhensible et claire, ne veut pas dire que nous voulons l'union nationale à tout prix et dans n'importe quelles conditions. Nous savons bien qu'il y a entre les signataires de ce programme commun des différences quant aux moyens et quant aux perspectives lointaines. Mais nous savons aussi que l'heure impose aux démocrates des concessions mutuelles. Il ne s'agit en aucune manière de céder à la confusion : nous sommes d'accord pour que le pays dise à la Gauche ou à la Droite démocratique d'assumer les responsabilités de l'application des mesures prévues par le programme commun.

• POUR VOUS

DANS les secteurs avallonnais et tonnerrois où nous pouvons agir, nous n'avons d'autre ambition que de servir le bien public, d'autre préoccupation que de hisser à la place qui lui revient, une **agriculture locale trop souvent abandonnée** par les pouvoirs publics et les hommes politiques, d'autre dessein que d'inviter nos compatriotes à une prise de conscience collective des urgences du moment, d'autre but que notre dévouement aux intérêts privés et collectifs de nos régions.

A une jeunesse qui croît sans cesse — et qui atteindra le chiffre record de 800 000 naissances nouvelles chaque année à partir de 1965 ;

A une population encore largement déshéritée et que les progrès de la technique nouvelle n'ont pas encore suffisamment atteinte, condamnant par-là même les femmes à des tâches domestiques écrasantes ;

A une vieillesse que les progrès de la médecine prolongent dans sa vie physique, mais dont les difficultés matérielles rendent les jours crépusculaires souvent douloureux, alors qu'ils devraient être ensoleillés ;

A des citoyens qui savent que leurs responsabilités personnelles dépassent singulièrement le cadre de leur foyer ou de leur activité professionnelle ;

A vous, chère électrice, cher électeur, qui savez que rien ne se fait facilement s'il n'est entrepris dans l'enthousiasme et dans la confiance, nous donnons **la nôtre.**

Nous voulons croire que l'effort de clarification et de simplification que nous avons heureusement mené à son terme, que la certitude où nous sommes que les moyens de la technique peuvent désormais faire face à tous les besoins des femmes et des hommes pourvu que nous ayons le courage de prévoir l'avenir et de nous y préparer, nous donnera **votre confiance.**

Entre les professionnels du parlementarisme et les professionnels du sectarisme, vous choisirez les hommes du progrès social, de l'expansion par le mouvement et l'unité.

VIVE LA FRANCE !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Jacques PIETTE

Ancien Député Socialiste S. F. I. O. de l'Yonne
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'Honneur à titre militaire

Paul FLANDIN

Maire de Domecy-sur-Cure
Conseiller général
Vice-Président de Yonne-Tourisme



L'Yonne Républicaine Auxerre

Vu : le candidat.